

## Le travail

### Respectable Loge, La Lumière du Hainaut, Orient de Maubeuge, Région 10

#### Mots-clefs : Valeurs

La crise sanitaire actuelle appelle à reconsidérer fondamentalement la notion de travail et les valeurs qui y sont directement liées.

Ainsi, avec la pandémie de la Covid 19, un nouveau regard est porté sur les travailleurs « invisibles » et dits « du bas de l'échelle », en matière de revenus, sur ces qualifications sous rémunérées qu'il faut revaloriser et développer, sur ces biens et services essentiels auxquels il faut restituer une valeur sociale et humaine essentielle.

Le travail doit cesser d'être une simple marchandise et le travailleur un simple rouage : l'homme doit retrouver sa dignité première dans une société où le travail retrouve tout son sens, en lui permettant d'être le maître de son propre destin et en lui garantissant son indépendance et sa liberté.

Dès lors, il faut déconstruire l'économie ultra-libérale ancrée dans cette inaltérable volonté de croissance à tout prix qui devient de plus en plus toxique pour nos principes de vie eux-mêmes.

Sans doute, la croissance est-elle aussi nécessaire au développement et au progrès de la société mais il faut dégager de nouvelles priorités de production et de consommation qui placent les biens communs au-dessus de l'accumulation privée et répondent aux besoins sociaux en visant les gains de qualité et de durabilité.

Actuellement, ce sont les investisseurs en capital qui règnent en maîtres absolus dans le monde de l'entreprise, avec comme seul but d'accroître les profits à titre privé mais il faut (re)considérer cette autre classe des investisseurs en travail qui doivent pouvoir (auto)déterminer la finalité de leur action et peser sur le projet d'entreprise dans laquelle ils opèrent.

Ceci implique une remise en question du système même de l'emploi puisque, en changeant le rapport de l'économique et du social, on pourrait redéfinir la valeur du travail qui honorerait l'être humain et repositionnerait son rôle dans la (re)construction d'une société où le progrès social n'est plus directement lié à la quête de l'opulence à tout prix.

Les inégalités flagrantes remises en lumière par la crise sanitaire ramènent au cœur de l'actualité la grande question du Revenu Universel.

De nombreux travaux ont déjà été réalisés ces dernières années, soit en Commission spéciale, soit par le biais de questions spécifiques à l'étude des loges.

Depuis lors, les avis ont certes évolué mais la situation actuelle rend la réflexion plus pertinente que jamais : le Revenu Universel n'est-il pas, réellement, une solution possible et durable face à la réduction du volume de travail disponible, face à la précarité de nombreux emplois, face à la disparition à terme, de certains métiers alors assumés par des robots, face à un monde du travail en pleine mutation.

Sur le principe, nous y sommes attachés puisqu'il garantirait à l'homme un minimum de moyens d'existence et une certaine liberté de vie. Sur sa mise en application concrète, les choses sont plus complexes et appellent quelques nuances complémentaires.

À défaut d'être la solution idéale, le Revenu Universel présente un réel intérêt s'il reste cumulable avec d'autres possibilités de revenus (notamment liés à la Sécurité Sociale) et s'il permet à ses bénéficiaires de faire autre chose pour être différemment présent dans la vie active.

Autre question sous-jacente : oui au Revenu Universel mais quoi en faire ?

Pour certains, il s'agirait de l'assortir d'une orientation d'usage et d'un contrôle des dépenses. D'autres soulignent aussi le risque d'accentuation d'une certaine injustice sociale entre ceux qui travaillent et qui doivent assumer certaines charges et obligations et ceux qui pourraient bénéficier

d'avantages sociaux cumulés, sans fournir de contrepartie.  
Le débat sur le Revenu Universel reste donc sensible et largement ouvert.

De tout cela, il ressort que la crise du coronavirus a remis en cause le fonctionnement de la société capitaliste et en a rappelé ses limites. Des solutions existent liées à la reconsidération de la notion fondamentale du travail, à la nécessité de recréer de l'emploi « autrement », à la recherche de projets d'envergure, à la relocalisation territoriale du travail, à la réhabilitation d'une société plus égalitaire où l'humain retrouverait sa préséance sur le profit. Mais, nous maçons utopistes, pouvons néanmoins craindre que les actuels décideurs ne s'emploient à rétablir, dans cet « Après » qui nous interpelle, le « temps d'avant ».